

[Français]

A PROPOS DU NOMBRE DE DEMANDES INITIALES À LA COMMISSION D'ASSURANCE-CHÔMAGE

Question n° 805—**M. Laprise**:

Combien de demandes initiales ont été faites à la Commission d'assurance-chômage au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1968?

**L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail)**: Voici les renseignements que communique la Commission d'assurance-chômage: Pendant l'année financière terminée le 31 mars 1968, 1,389,366 demandes initiales ont été faites aux bureaux de la Commission.

[Traduction]

LES AFFECTATIONS À LA MARINE PAR LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Question n° 821—**L'hon. M. MacLean**:

1. Le ministère de la Défense nationale a-t-il envoyé un message général le 26 juin 1968 portant que les membres des autres forces seraient affectés aux postes vacants de la marine?

2. Est-ce que d'autres messages de la sorte ont été transmis par le quartier général de la Défense nationale depuis cette date?

3. Depuis le 25 juin 1968, combien d'hommes ont été affectés à un service où le milieu (air, mer, terre) est différent de son milieu précédent, sans qu'ils se proposent volontairement pour remplir ces postes?

4. Est-ce que des membres des forces ont indiqué qu'ils ne désiraient pas accepter un tel poste et, dans l'affirmative, combien?

5. Est-ce que des membres des forces ont refusé d'accepter de tels postes et, dans l'affirmative, combien?

**L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale)**: 1. Un message général a été envoyé pour annoncer que, comme il y avait lieu de s'attendre à un certain déséquilibre entre les divers milieux et les spécialités, à cause de la réduction projetée des forces grâce au taux d'usure normale, on offrirait à certains spécialistes un emploi en dehors du milieu où ils s'étaient enrôlés. Le message soulignait que le droit acquis de tous les militaires qui se sont enrôlés avant le 1<sup>er</sup> février 1968 serait respecté. A cause du petit nombre de militaires en cause, on n'a pas jugé nécessaire de demander des volontaires. Au lieu de cela, la question a été insérée dans les instructions ordinaires relatives aux affectations et, si le militaire exerçait son droit acquis, l'affectation était offerte à un autre. Un tel refus ne nuit en rien aux possibilités d'avancement dans sa carrière.

2. Non.

3. 38.

4. Oui—un.

5. Oui—14.

[L'hon. M. Olson.]

[Français]

A PROPOS DES TRAVAUX PUBLICS EN COURS DANS LA CIRCONSCRIPTION DE BEAUCE

Question n° 831—**M. Rodrigue**:

Parmi les travaux entrepris par le ministère des Travaux publics, quels sont ceux qui sont présentement en cours dans la circonscription de Beauce?

**L'hon. Arthur Laing (ministre des Travaux publics)**: Un nouveau bureau de poste est en voie de construction à Saint-Benoit-Labre dans la circonscription de Beauce.

[Traduction]

LA FERMETURE DES SALLES D'EXERCICE ET LEUR REMISE À LA CORPORATION DES BIENS DE LA COURONNE

Question n° 852—**M. Marshall**:

Quelles sont les salles d'exercice qui seront fermées au Canada et remises à la Corporation de disposition des biens de la Couronne?

**L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale)**: On est en train de déclarer comme étant en excédent des besoins de la défense les salles d'exercice suivantes: Brooks (Alberta), (0.339 acres et deux bâtiments); Montréal (Québec), (750, rue Bélair) (3590, rue Saint-Antoine) (2.49 acres et 9 bâtiments—une partie du terrain du manège militaire).

[Traduction]

**M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest)**: Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège. Sur le conseil de Votre Honneur, j'ai inscrit au *Feuilleton* bon nombre de questions. Certaines y figurent depuis deux mois et demi, mais elles n'ont pas encore reçu de réponse. J'ai adressé au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration des questions auxquelles on n'a pas encore répondu. La question n° 485, adressée il y a deux mois au ministre des Transports est encore sans réponse. Il s'agit d'une question à laquelle on pourrait répondre dans trois ou quatre jours. Je signale cela à Votre Honneur dans l'espoir qu'on répondra sous peu à certaines d'entre elles.

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince Albert)**: Monsieur l'Orateur, je ne suis pas ici pour soulever un argument ni même pour tenter, d'un coup d'envoi, de franchir la distance de 18 pieds qui me sépare du très honorable premier ministre, mais je voudrais lui demander s'il a reçu la liste des personnes à qui on a attribué des médailles du centenaire entre les mois de juin et décembre 1967. J'ai déjà essayé d'obtenir cette liste, y compris les noms de toutes les personnes autres que les membres des forces armées et le premier ministre avait laissé entendre qu'il la déposerait. Il me semble qu'il aurait dû le faire avant aujourd'hui, car cette liste doit sûrement être prête maintenant.